

Pouvoir d'emprunt

dans la même période, le gouvernement a réussi à créer seulement 4,000 ou 5,000 emplois par ce programme annoncé à grand bruit.

Nous, du Nouveau parti démocratique, croyons que le gouvernement a un rôle à jouer dans l'économie. Nous croyons qu'il faut établir des programmes de main-d'œuvre et qu'un grand nombre d'employés de l'État essaient honnêtement de bien faire leur travail, quoi qu'en disent les conservateurs. Mais, ils ne reçoivent pas la direction dont ils ont besoin pour mener ces programmes à bien. La préparation du programme RELAIS aurait dû être complété quand on l'a annoncé en octobre. Le gouvernement aurait dû être prêt à créer les emplois pendant l'hiver que nous venons de traverser. Encore une fois, ces emplois n'étaient pas disponibles parce que le gouvernement n'a pas pris les mesures qui s'imposaient dès le début.

C'est pourquoi le NPD ne peut approuver ce bill sur le pouvoir d'emprunt. Nous ne pouvons concevoir de donner un chèque en blanc à un gouvernement qui n'a pas su faire preuve de l'initiative voulue pour dépenser l'argent dont il disposait l'hiver dernier.

Nous n'avons aucune idée de ce que l'on compte faire avec cet argent. Servira-t-il à aider les retraités? Nous avons déjà vu des Livres blancs et des Livres verts et des déclarations ministérielles sur les besoins des retraités, mais la réforme des pensions tarde à venir. L'argent sera-t-il consacré aux services médicaux? Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M^{me} Bégin) a fait des déclarations sur la nécessité d'améliorer la prestation des soins médicaux au Canada. Elle nous a expliqué au long ce qu'elle compte faire pour mettre fin à la double facturation et pour empêcher les médecins de se retirer des régimes d'assurance-maladie. Ces 14 milliards serviront-ils à améliorer les services médicaux? Ou bien le gouvernement s'en servira-t-il plutôt pour annoncer par voie de communiqués les mesures qu'il compte prendre dans cinq ou six ans? Si c'est ce qu'il compte faire, alors ce serait du gaspillage. On sait que cet argent serait fort utile dans les secteurs des pensions, des soins médicaux et de la création d'emplois, mais nous ignorons totalement quelles sont les priorités du gouvernement.

Une autre preuve de l'absence de planification du gouvernement, c'est que l'on présente ce bill à la Chambre avant l'exposé budgétaire. Les députés devraient connaître les projets du gouvernement avant de lui accorder le pouvoir d'emprunter. Nous devons pas donner de chèque en blanc au gouvernement sans savoir ce qu'il compte faire de l'argent.

Le Nouveau parti démocratique réclame des mesures concrètes, il veut que le gouvernement prenne en main les destinées des Canadiens et qu'il dirige l'économie. Nous voulons aider les chômeurs de Schefferville, ces travailleurs qui ont été mis à la porte par une entreprise impitoyable dirigée par un président sans cœur. Nous voulons des emplois pour les travailleurs qui ont été mis à pied à Sault-Sainte-Marie, Sudbury, Port Alberni, Leaf Rapids, Kamloops, Sydney, Windsor,

Hamilton et Gimli. Nous voulons la sécurité pour les travailleurs de Winnipeg, de Regina et de Toronto qui craignent de perdre leur emploi. Nous voulons que le gouvernement crée des emplois et qu'il contribue à conserver les emplois existants. Le gouvernement ne fait rien pour aider les travailleurs.

Il faut aussi prendre des mesures pour aider les agriculteurs comme la famille De Mings, au Manitoba, dont la ferme est saisie par la Banque royale. Cette banque n'a pas payé un sou d'impôt fédéral sur le revenu l'année dernière, et elle bénéficie d'un crédit d'impôt de 20 millions de dollars dont elle pourra se prévaloir pour éviter de payer de l'impôt l'année prochaine. Les agriculteurs se font confisquer leur ferme par des banques qui réalisent des bénéfices records. Pendant ce temps, les chefs de petites entreprises perdent leur gagne-pain.

● (1250)

En terminant, car je constate que mon temps de parole est presque expiré, nous disons que beaucoup de Canadiens sont dans une situation financière très difficile. Ils perdent leur emploi, leur ferme, leurs clients, leur entreprise. Nous éprouvons de la sympathie pour ces Canadiens, mais nous réclamons plus que de la sympathie. Nous voulons que le gouvernement assume son rôle et qu'il prenne la situation en main. Quand le gouvernement fera preuve de leadership, alors nous lui accorderons les dollars dont il a besoin, mais en attendant, nous disons «non, non, non» à toute dépense gouvernementale supplémentaire non justifiée.

Des voix: Bravo!

M. Cosgrove: Honte, honte, honte!

M. Blaine A. Thacker (Lethbridge-Foothills): Monsieur le Président, vous n'ignorez pas que le gouvernement, en nous présentant le projet de loi C-143, nous demande l'autorisation d'emprunter 5 milliards de dollars pour se rendre jusqu'à la fin du mois et 14 milliards de dollars supplémentaires qui seront imputés au déficit des prochaines années. Et je ne vous apprends rien non plus, Votre Honneur, en vous disant que notre parti, pour s'opposer à cette mesure, a proposé un amendement qui réduirait cet emprunt de 14 milliards de dollars à \$1 seulement. Nous estimons que les 5 milliards en sus du report sont plus qu'il n'en faut au gouvernement pour se rendre jusqu'en mai; il pourra alors présenter une nouvelle demande à la Chambre en lui expliquant, comme il se doit, comment cet argent sera dépensé.

Je voudrais parler du problème que le député de Willowdale (M. Peterson) a soulevé avant de quitter la Chambre. Il s'est demandé pourquoi les Canadiens n'achetaient pas de voitures fabriquées au pays. La raison en est simple: c'est parce que le gouvernement libéral a décidé, au début des années 70, de ne pas aligner les prix de l'énergie sur les cours mondiaux. Parce qu'il a décidé de maintenir les prix énergétiques à leurs niveaux de l'époque en subventionnant notre pétrole, le gouvernement est directement responsable des mises à pied qui ont eu lieu dans l'industrie automobile à Oshawa et dans le sud de l'Ontario.